

COMMUNE DE GRAVELINES



Rapport d'Orientation Budgétaire 2021

Une étape importante dans le cycle budgétaire annuel des collectivités locales

03/11/2020

Sommaire

| | |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Préambule : | 3 |
| I. Le Budget Principal | 4 |
| A. Le contexte économique | 4 |
| a) Situation internationale et nationale | 4 |
| b) Loi de Finances pour 2021 | 4 |
| B. Les orientations budgétaires | 6 |
| a) Analyse rétrospective 2013 – 2019 | 6 |
| b) Les Orientations pour 2021 | 12 |
| C. Les Ressources Humaines | 16 |
| a) Structure des Effectifs | 16 |
| b) Les Dépenses de personnel | 16 |
| c) La Durée effective du travail | 17 |
| d) Evolution prévisionnelle des effectifs et dépenses de personnel | 17 |
| II. Le Budget Annexe "Chalet d'Entremont" | 18 |
| A. Les orientations budgétaires pour 2021 | 19 |
| a) La section de fonctionnement | 19 |
| b) La section d'investissement | 20 |

Préambule :

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 Février 1992, la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la Ville (analyse rétrospective).

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dit loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 Août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux.

Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le Maire et ses collaborateurs sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. L'information est même renforcée dans les communes de plus de 10.000 habitants puisque le ROB doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses (analyse prospective) et des effectifs ainsi que préciser notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel.

Le ROB n'est pas qu'un document interne : il doit être transmis au Préfet du Département et au Président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre mais aussi faire l'objet d'une publication conformément au décret n° 2016-841 du 24 Juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du ROB.

Le Débat d'Orientation Budgétaire doit permettre au Conseil Municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affectées dans le budget primitif voire au-delà pour certains programmes lourds. Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les Conseillers Municipaux sur l'évolution financière de la Collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement.

Le Budget Primitif 2021 devra répondre au mieux aux préoccupations de la population gravelinoise, tout en intégrant le contexte économique national, les orientations définies par le Gouvernement dans le cadre du projet de loi de Finances pour 2021, ainsi que la situation financière locale.

I. Le Budget Principal

A. Le contexte économique

a. Situation internationale et nationale

Une croissance française forte en 2021 à +8% après une année 2020 en net recul (-10%) en raison de la crise du coronavirus

Compte-tenu des grandes incertitudes et des défis considérables que la pandémie de Covid-19 impose à l'économie mondiale, il est très difficile de projeter une perspective macroéconomique de la situation mondiale pour 2020 et 2021.

Dans le scénario « optimiste » du FMI et de la Commission Européenne du 6 mai 2020, les prévisions prévoient une contraction record de -7.5% de l'économie de l'UE en 2020 puis une croissance de 6% en 2021. Mais attention, une pandémie plus grave et plus durable pourrait entraîner une chute du PIB bien plus importante.

Pour la France, une récession de -10% du PIB est attendue pour 2020 et un déficit public de 10.2%. L'impact de cette crise d'une ampleur inédite a conduit au déploiement de nombreuses mesures d'urgence dès 2020 soit plus de 470 Md€ dans le but d'une reprise d'activité rapide dès 2021. Puis intervient, le plan « France Relance », avec une aide de 100 Md€ dont 40 Md€ de contributions européennes.

Le plan de relance vise un rebond de l'économie française dès 2021 avec une croissance forte (+8%) qui lui permettrait de retrouver dès 2022 son niveau de prospérité d'avant-crise.

b. Loi de Finances pour 2021

La poursuite d'une logique partenariale avec les collectivités locales

Comme l'indique l'article 13 de la LPFP 2018-2022 : « *Les collectivités territoriales contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées* ».

Le PLF pour 2021 confirme le souhait du gouvernement de reprendre les contrats de Cahors dont l'adage est le suivant : « la maîtrise attendue des dépenses de fonctionnement par les collectivités permet de favoriser l'investissement ».

A ce jour, 321 collectivités dont les Dépenses Réelles de Fonctionnement (DRF) du budget principal sont supérieures à 60M€ entrent dans le champ de la contractualisation. Pour autant, toutes les collectivités sont concernées puisque l'article 13 précise également que même sans l'obligation de contractualiser avec l'Etat, les communes de plus de 3 500 habitants doivent présenter dans le débat d'orientation budgétaire des objectifs qui suivent la trajectoire nationale :

- ✓ Un objectif d'évolution annuelle des dépenses de fonctionnement de +1.2% ;
- ✓ Un objectif d'amélioration du besoin de financement.

Par une maîtrise des dépenses de fonctionnement et en introduisant un dispositif d'encadrement du ratio d'endettement, l'État entend optimiser le niveau d'autofinancement des collectivités territoriales et s'assurer de la soutenabilité financière du recours à l'emprunt par les collectivités.

Les principales mesures budgétaires et fiscales de la Loi de Finances pour 2021

◆ **Choisir une croissance verte**

- ✓ La priorité du Gouvernement est donnée à la rénovation énergétique des logements avec le dispositif « MaPrimRénov » mais également à la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés ;
 - Le plan de relance consacre 4 Md€ à la rénovation énergétique dont 1Md€ au bloc communal.
- ✓ Favoriser la mobilité verte par l'achat de véhicules propres et le développement des énergies renouvelables dans les transports ;
- ✓ Accélération du plan vélo ; soutien à l'économie circulaire ;

Présenté en même temps que le PLF pour 2021, le Gouvernement dévoile le premier « budget vert », une première mondiale. Ceci sous-entend une nouvelle classification des dépenses (budgétaires comme fiscales) en fonction de leur impact sur l'environnement et une identification des ressources publiques à caractère environnemental, permettant d'évaluer la comptabilité du budget aux engagements de la France, en particulier l'accord de Paris.

◆ **Renforcer la compétitivité**

- ✓ Baisse des impôts de production : la Contribution Economique Territoriale (CET) composée de la Cotisation Foncière des Entreprises et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties ;

Cette baisse bénéficiera aux entreprises industrielles et facilitera la croissance des PME et ETI, principales sources de créations d'emplois dans les territoires ;
→ Pour le bloc communal, le Gouvernement prévoit une compensation intégrale et dynamique de impôts de production.
- ✓ Soutien à l'export ;
- ✓ Renforcement des fonds propres et financement des entreprises ;

◆ **Soutenir l'emploi et les compétences et garantir la cohésion sociale et territoriale**

- ✓ Activité partielle de droit commun ou de longue durée dont l'objectif est de donner une meilleure visibilité aux salariés et aux employeurs et ainsi prévenir les licenciements économiques ;
- ✓ L'aide aux employeurs de contrats de professionnalisation et d'apprentissage
→ Le coût total de ces aides est de 2 Md€, dont 1.4 Md€ en 2021, correspondant à l'embauche de 283 000 apprentis et 110 000 contrats de professionnalisation.
- ✓ L'aide à l'embauche des jeunes de moins de 26 ans (attribuée aux entreprises quels que soient leur taille) ;

◆ **Poursuivre la mise en œuvre des priorités du quinquennat**

- ✓ Réarmer les missions régaliennes et stratégiques de l'Etat par un renforcement de la justice de proximité ; par une refonte et une revalorisation du métier d'enseignant ; par une lisibilité des moyens alloués à la recherche ; ...
- ✓ Transformer l'action publique en poursuivant la suppression des taxes à faible rendement ; en stabilisant les effectifs de l'Etat et de ses opérateurs ;

B. Les orientations budgétaires

a. Analyse rétrospective 2013 – 2019

⇒ Les recettes réelles de fonctionnement :

| RECETTES Réelles de Fonctionnement (en €) | CA 2013 | CA 2015 | CA 2017 | CA 2019 |
|-----------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| TOTAL des RRF | 59 142 381 | 58 804 816 | 59 041 599 | 59 482 770 |
| Produits des services - chapitre 70 | 917 906 | 1 645 189 | 1 787 611 | 1 900 221 |
| Fiscalité propre - cpté 73111, 7318, FNGIR | 15 854 627 | 16 117 493 | 17 654 534 | 18 357 843 |
| FPIC - compte 7325 | 30 954 | 62 826 | 282 311 | 271 039 |
| TCFE | | | | 250 314.47 |
| Fiscalité reversée - AC | 32 390 996 | 32 390 996 | 31 855 430 | 31 836 230 |
| Fiscalité reversée - DSC | 5 817 011 | 5 593 025 | 4 423 003 | 4 463 863 |
| Concours financiers de l'Etat - chapitre 74 | 1 982 761 | 1 053 401 | 676 599 | 579 430 |
| <i>Dont DGF</i> | 1 189 097 | 0 | 0 | 0 |
| Evolution en % des RRF | | | | +0.58% |

Évolution 2013-2019 des recettes de fonctionnement : +0.58% ou +340 389 €
(Ou -0.20% hors chapitre 77)

- ❖ Pour 2019, le dynamisme des ventes de produits et de services se confirment autour des animations du patrimoine, des activités de la saison estivale ainsi que des prestations proposées par nos équipements sportifs. En effet, la Base Nautique, le Centre Equestre et le PAarc présentent une hausse cumulée des recettes de 16.08% ou +69 000 € sur la période 2013-2019.
 - Au chapitre 70 – l'évolution 2013-2019 hors coût de la mise à disposition de personnel aux associations est de +21.87% ou +200 731 €.
- ❖ L'évolution du Produit de la Fiscalité Locale a augmenté de +13.07% entre 2013 et 2019, une hausse qui s'explique par les variations nominales des bases d'impositions prévues par les lois de finances ainsi que de nouvelles constructions, et non du fait de l'exécutif municipal, puisque les taux d'imposition restent inchangés depuis 2001.

↳ Evolution des bases entre 2013 et 2019 selon l'état 1288 M :

| Impôts locaux | Bases 2013 | Bases 2015 | Bases 2017 | Bases 2019 | Evolution 2013-2019 en % |
|---------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|
| TH | 7 103 361 | 7 466 986 | 7 419 913 | 7 466 359 | +5.11% |
| TFPB | 48 963 978 | 50 510 099 | 55 223 496 | 57 438 186 | +17.31% |
| TFPNB | 91 695 | 95 530 | 86 570 | 86 963 | -5.16% |
| Total | 56 159 034 | 58 072 615 | 62 729 979 | 64 991 508 | +15.73% |

↳ Rappel des taux d'imposition votés et inchangés depuis 2001 :

| Taux d'imposition | TH | TFPB | TFPNB |
|-------------------|--------|--------|-------|
| Période 2001-2015 | 24.15% | 28.56% | 81% |

⇒ Il est à rappeler également que la commune de Gravelines a une politique d'abattement votée au maximum, assez exceptionnel pour les communes de 10 à 20 000 habitants :

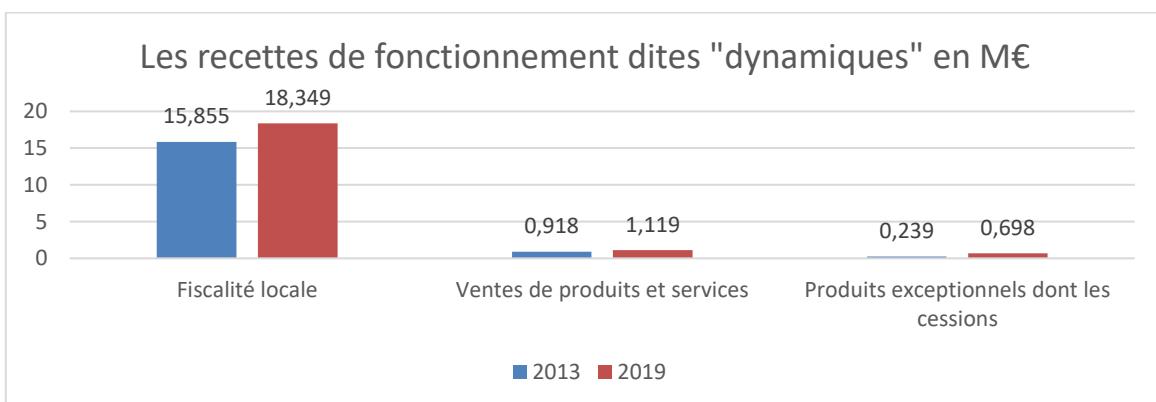
- Abattement général à la base (*facultatif*) : 15%
- Abattement pour charges de famille (*obligatoire*) :
 - Personne des deux 1^{ers} rangs : 20%
 - Personne à partir du 3^{ième} rang : 25%
- Abattement spécial à la base (*facultatif*) : 15%

- Abattement spécial handicapé (*facultatif*) : ce taux passe à 20% soit son maximum à compter de 2019.
 - ❖ La fiscalité reversée par la Communauté Urbaine de Dunkerque reste à la baisse depuis 2015 puisque chaque année :
 - La DSC est diminuée du montant du FPIC (une péréquation horizontale en constante augmentation) ;
 - L'Attribution de Compensation est quant à elle restée à l'identique sur la période 2013-2016 mais connaît une légère baisse en 2017 et 2018 du fait du transfert de la compétence tourisme vers l'EPCI.
 - ❖ Depuis la loi de Finances pour 2015 et son scénario d'assainissement des finances publiques à hauteur de 50 Md€, notre DGF est nulle et nous subissons un prélèvement pérennisé sur notre fiscalité à hauteur de 1 544 369 €.
- ⇒ **La diminution des dotations et participations de l'Etat est très significative pour notre commune. Nous passons d'une DGF de 1 189 097 € en 2013 à 0 € en 2018 (-100%), et des Allocations Compensatrices qui passent de 366 644 € en 2013 à 240 683 € en 2019 (soit -125 961 €).**

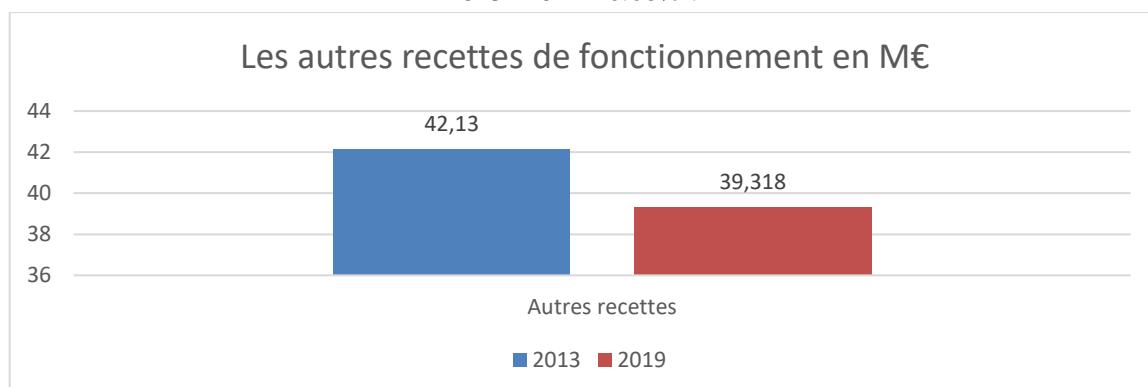
↳ Evolution du Chapitre 74 sur la période 2013–2019 :

| Chapitre 74 | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | Ecart 2013-2019 en € |
|----------------------------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------------|
| DGF | 1 189 097 € | 772 409 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -1 189 097 € |
| Allocations compensatrices | 366 644 € | 314 231 € | 289 925 € | 220 036 € | 243 977 € | 229 343 € | 240 683 € | -125 961 € |

Pour conclure sur les recettes de fonctionnement sur la période 2013-2019, il est important de mentionner que la seule dynamique pour la commune de Gravelines reste l'évolution des bases d'imposition sans pour autant minimiser le dynamisme des ventes de produits et services ainsi que des produits exceptionnels.



Les autres recettes sont en baisse de 2.813 M€ ou -6.68% :



⇒ Des dépenses réelles de fonctionnement très contenues :

| DEPENSES Réelles de Fonctionnement (en €) | CA 2013 | CA 2015 | CA 2017 | CA 2019 |
|--------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| TOTAL des DRF | 53 483 825 | 54 819 457 | 54 088 730 | 54 811 200 |
| Charges à caractère général - chapitre 011 | 10 150 941 | 8 728 496 | 8 457 008 | 8 516 056 |
| Charges de personnel - chapitre 012 | 23 762 214 | 25 717 936 | 26 508 168 | 26 758 391 |
| FPIC - chapitre 014 | 364 214 | 750 173 | 0 | 0 |
| Contrib. au redressement des finances publiques | | | | |
| Autres charges de gestion courante - chapitre 65 | 11 861 296 | 11 319 908 | 9 954 567 | 10 049 327 |
| Charges financières - chapitre 66 | 741 988 | 653 475 | 501 655 | 419 389 |
| Charges exceptionnelles - chapitre 67 | 3 676 818 | 4 723 086 | 4 196 580 | 4 575 053 |
| Evolution en % des DRF | | | | +2,48 % |

Évolution 2013-2019 des dépenses de fonctionnement : +2.48% ou +1 327 375 €

- ❖ Des charges à caractère général stabilisées autour de 8.5 M€ :
 - Le chapitre 011 a diminué de 16% entre 2013 et 2019, ce qui démontre l'effort entrepris par la Collectivité afin de diminuer ses dépenses courantes sans altérer les services proposés à la population. Il y a eu un véritable travail au sein de chaque Direction avec l'exécutif municipal, afin de dépenser « mieux ». Grâce à l'analyse analytique des dépenses, le coût de chaque activité ou prestation peut être identifié et des économies peuvent être réalisées sans modifier la qualité du service proposé.
- ❖ Une montée en puissance du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) :
 - Depuis 2017, le FPIC est déduit de notre DSC. Entre 2013 et 2019, la contribution au FPIC a augmenté de **+802 357 €** soit une inflation de **+220%**. Notre Commune jugée « aisée » et appartenant à un EPCI lui-même jugé « très aisé », est fortement impactée par cette péréquation horizontale dont l'objectif honorable est une entraide entre intercommunalités. Toutefois, cette nouvelle péréquation mise en œuvre dès 2012 grève fortement le budget de notre Commune, qui constatait auparavant annuellement une évolution positive de ses revenus.
- ❖ Avec la LFi 2015, la commune est devenue contributrice au redressement des finances publiques (CRFP) de l'État à hauteur de 1.033 M€ en 2016 puis 1,544 M€ en 2017. Notre CRFP devrait rester figée au niveau de 2017 et notre DGF resterait « nulle ».
- ❖ Un effort participatif de nos satellites et grosses structures associatives pour une maîtrise de nos dépenses :
 - Nous constatons une baisse de 15% de nos dépenses inscrites au chapitre 65 entre 2013 et 2019 qui s'explique par un effort demandé à nos satellites et grosses structures associatives à qui nous avons dressé le contexte économique national et ses conséquences locales.

Evolution des participations et subventions entre 2013 et 2019 :

| Dépenses en € | CA 2013 | CA 2019 | Evolution 2013-2019 en % et en € |
|-----------------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------------------------|
| Participation aux SIVOMs | 2 990 557 | 1 318 912 | -55.90% -1 671 645 |
| Subvention au CCAS, Foyer Logement Béguinage, Centre JB Rivière | 1 983 932 | 2 217 932 | +11.79% +234 000 |
| Subvention Atouts Ville | 2 109 500 | 1 960 000 | -7.09% -149 500 |
| Subvention AGIR | 1 042 500 | 1 000 000 | -4.08% -42 500 |
| Subvention BCM | 475 000 | 371 000 | -21.89% -104 000 |
| Total | 8 601 489 | 6 867 844 | -20.16% -1 733 645 |

- ❖ La création du Budget Annexe « Chalet Entremont » au 1^{er} janvier 2017 :
 - Le chapitre 67 a augmenté de 24% entre 2013 et 2019 qui s'explique notamment par le versement de la dotation de compensation des classes de neige versée du budget principal au budget annexe soit 241 k€ au titre de 2019 et une indemnisation de 40 k€ suite à la fermeture du chalet pour cause de légionnelle.
 - La subvention versée à la RGESL est restée en 2019 au même niveau que 2018 et a quant à elle, subi une hausse de +7.16% ou +255 800 € sur la période 2013-2019.

En conclusion sur les dépenses de fonctionnement et sans tenir compte du chapitre 012 qui sera abordé en troisième partie, nous pouvons constater une baisse des dépenses de fonctionnement de **-5.61%** ou **-1 668 802 €** entre 2013 et 2019. Cet effort porté par nos services municipaux mais aussi par nos associations et satellites, a permis à la collectivité de compenser la montée en puissance de la péréquation horizontale (le FPIC) et de la contribution au redressement des finances publiques.

⇒ L'état de la dette communale

S'agissant du stock de dette, le capital restant dû s'élevait à 19,755 M€ en 2013 contre 20,898 M€ en 2019. La commune a fait le choix de stabiliser l'encours de sa dette sur la période 2013-2019.

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Encours de la dette au 31/12 | 19 755 326 | 21 114 191 | 20 938 582 | 20 838 466 | 20 864 266 | 20 887 702 | 20 898 365 |
| Montant emprunté | 2.138 M€ | 4.400 M€ | 2.880 M€ | 2.800 M€ | 2.604 M€ | 2.600 M€ | 2.600 M€ |
| Annuité en capital de la dette | 3 002 311 | 3 041 135 | 3 055 609 | 2 900 116 | 2 578 200 | 2 576 564 | 2 589 337 |
| Intérêts de la dette | 741 988 | 687 383 | 653 475 | 563 041 | 501 655 | 455 991 | 419 389 |
| Taux d'endettement (encours dette/RRF) | 33.40% | 35.79% | 35.61% | 35.46% | 35.34% | 35.35% | 35.13% |
| Charge de la dette (annuité dette/RRF) | 6.33% | 6.32% | 6.31% | 4.93% | 5.22% | 5.13% | 5.06% |
| Nombre d'années d'Epargne Brute nécessaires au remboursement de la dette | 3.56 | 4.59 | 5.67 | 6.19 | 4.87 | 4.91 | 5.02 |

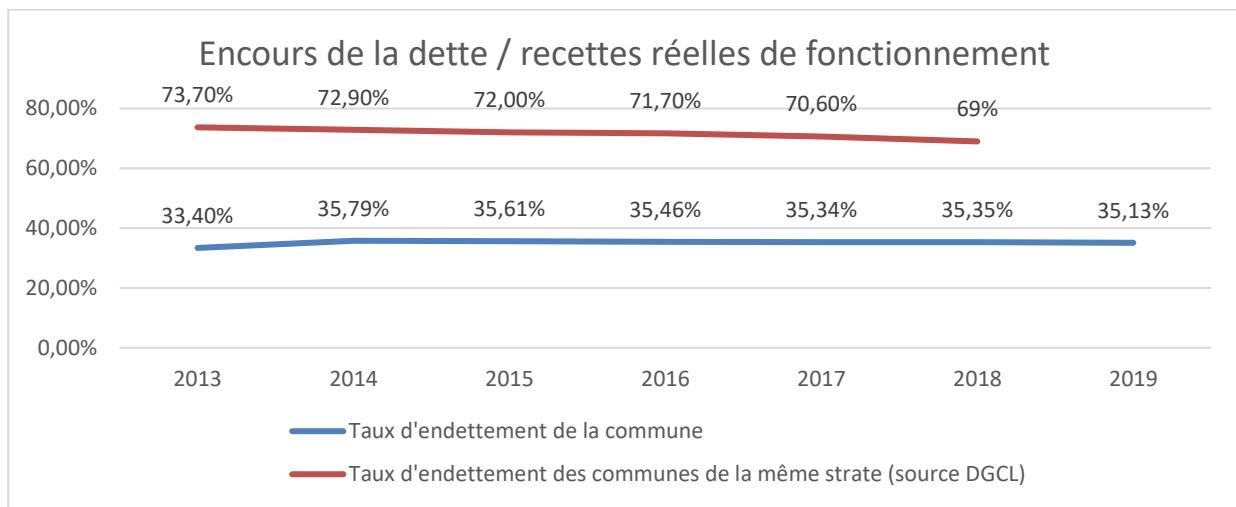
Pour rappel, sur la période 2000 - 2019, l'encours de la dette a diminué de 26.291 millions d'euros soit un désendettement à hauteur de 55,71%.

| Dette au 31/12/2000 en millions d'euros | Dette du 31/12/2019 en millions d'euros |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| 47,189 | 20,898 |

Au 31/12/2019 :

- ❖ Le taux moyen de la dette est estimé à 1.92% ;
- ❖ La dette, dont le risque global reste faible, est répartie de la manière suivante :
 - 100% sur un taux fixe (niveau 1A selon la Charte de Bonne Conduite « CBC ») ;
- ❖ La durée de vie résiduelle est de 10 ans et 9 mois et sa durée de vie moyenne est de 5 ans et 6 mois.

Evolution du taux d'endettement sur la période 2013-2019 :



⇒ L'Epargne Brute et l'Epargne Nette (CAF hors cessions) :

- ❖ L'évolution de l'épargne brute et de l'épargne nette sur la période 2013 - 2019 :

| Epargne en € | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | Evolution 2013-2019 en % |
|---------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------------------|
| Epargne Brute | 5 546 033 | 4 604 881 | 3 694 742 | 3 364 620 | 4 288 501 | 4 257 195 | 4 160 144 | -25% |
| Epargne Nette | 2 543 723 | 1 563 746 | 639 133 | 464 504 | 1 710 301 | 1 680 632 | 1 570 807 | -38% |

Au regard des comptes administratifs respectifs sur la période 2013-2019, la trajectoire financière reste saine malgré un contexte de plus en plus contraint. L'autofinancement dégagé permet toujours de faire face au remboursement du capital d'emprunt et d'entreprendre des projets d'investissement.

| | |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------|
| Epargne/habitant Année 2019 | Ville Gravelines Population INSEE 2019 : 11 675 hab. |
| Epargne brute/hab. | 356 €/hab. |
| Epargne nette/hab. | 135 €/hab. |

⇒ Les recettes d'investissement

| Recettes Réelles d'Investissement en € | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 |
|-----------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| TOTAL des RRI | 7 482 287 | 10 134 507 | 7 019 096 | 6 749 649 | 5 673 286 | 6 550 657 | 7 138 103 |
| Excédents de fonctionnement capitalisés | 4 786 331 | 4 548 692 | 2 830 469 | 2 770 070 | 2 360 680 | 3 250 100 | 3 308 161 |
| FCTVA | 385 908 | 741 913 | 647 910 | 865 022 | 456 139 | 521 882 | 542 151 |
| Subventions | 130 231 | 409 584 | 637 929 | 298 994 | 144 795 | 167 172 | 580 885 |
| Emprunts | 2 137 600 | 4 400 000 | 2 880 000 | 2 800 000 | 2 604 000 | 2 600 000 | 2 600 000 |
| Remb. du capital prêts au personnel | 34 585 | 29 570 | 22 069 | 15 562 | 13 626 | 11 503 | 8 815 |
| Divers | 7 631 | 4 748 | —/— | —/— | 94 046 | —/— | 98 091 |

Le montant de l'emprunt 2019 représente 36% des recettes d'investissement contre 29% en 2013.
L'autofinancement 2019 représente 46% des recettes d'investissement contre 64% en 2013.

⇒ Les dépenses d'investissement

La Commune a conduit un programme d'investissement conséquent sur la période 2013-2019 soit en moyenne 5.6 millions d'€/an.

| | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 |
|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Dépenses d'équipements en € | 6 695 590 | 7 496 230 | 4 536 540 | 4 378 774 | 5 249 955 | 4 818 406 | 6 155 236 |

Pour rappel, voici les principales dépenses d'investissement réalisées sur la période 2013-2019 :

| N° programme | Libellé du programme | Total cumulé |
|--------------|-------------------------------------------|--------------|
| 3781 | MATERIEL INFORMATIQUE | 1 327 754.81 |
| 405 | BAT A CARACTERE INDUSTRIEL ET CCIAL | 1 596 829.23 |
| 419 | TRVX ECLAIRAGE PUBLIC | 2 430 702.24 |
| 4191 | ILLUMINATIONS | 197 813.35 |
| 4201 | ACQ MOBILIER URBAIN | 479 640.69 |
| 4203 | TRVX TROTTOIRS & VOIRIE | 1 247 561.09 |
| 4291 | AMGT TERRAINS SPORTS | 876 923.08 |
| 431 | TRAVAUX HOTEL DE VILLE | 759 278.26 |
| 4331 | JARDIN DE LECTURE MEDIATHEQUE (2017-2019) | 638 296.36 |
| 459 | ACQUISITIONS FONCIERES | 1 381 533.94 |
| 460 | MATERIEL DE TRANSPORT | 1 192 862.56 |
| 507 | RESEAUX CABLES / FIBRE OPTIQUE | 1 450 573.72 |
| 5151 | AMGT PLACE CH. VALENTIN | 436 269.82 |
| 528 | ENSEIGNEMT 1ER DEGRE | 1 450 388.49 |
| 530 | RESTAURATION SCOLAIRE | 424 000.13 |
| 534 | MUSEE | 591 000.36 |
| 535 | RESTAUR. DES REMPARTS | 1 242 902.21 |
| 5351 | AMENAGEMENT PAYSAGER DES REMPARTS | 1 651 306.10 |
| 536 | RENOV. DES EGLISES | 199 712.74 |
| 537 | CTRE LOISIRS&CULT. ARSENAL | 964 579.56 |
| 5383 | ATOUTS VILLE | 171 524.81 |
| 539 | CENTRE NAUTIQUE | 597 605.90 |
| 5394 | MATERIELS SPORTIFS | 596 654.89 |
| 5395 | RENOV. EQUIPMTS SPORTIFS | 929 375.72 |
| 5396 | PISCINE MUNICIPALE | 590 215.24 |
| 5397 | TRAVAUX SPORTICA | 2 746 251.18 |
| 5401 | FERME GRAVELINOISE | 918 604.14 |
| 5404 | FERME DECARPENTRIE (2017-2019) | 190 963.20 |
| 5432 | AMGT PAYS. ESPACES VERTS | 311 146.78 |
| 5434 | CLOTURES DIVERSES | 380 634.43 |
| 549 | ENTRETIEN CHAUFFERIES | 989 760.53 |
| 550 | MAPI | 636 860.09 |
| 555 | TRAVAUX CENTRE ADMINISTRATIF | 168 125.12 |
| 5591 | CRECHE CALINOUS PT PIERRE | 887 728.18 |
| 561 | ITINERAIRES DEPLACEMENTS DOUX | 283 524.10 |
| 5680 | TENNIS COUVERTS | 178 098.91 |
| 5792 | TRVX ECONOMIE ENERGIE | 2 592 528.87 |
| 5795 | CREATION CABINET MEDICAL PFP | 167 083.75 |
| 5796 | CREATION CABINET MEDICAL HUTTES | 144 934.89 |
| 5797 | CHALET D'ENTREMONT (2017-2019) | 151 572.36 |

b. Les Orientations pour 2021

⇒ La section de fonctionnement

Le budget primitif 2021 est élaboré d'après le projet de loi de finances pour 2021 qui promet une relance économique au travers notamment de la baisse des impôts de production, c'est-à-dire de la taxe foncière, de la CFE et de la CVAE des établissements industriels. Cette baisse des impôts de production serait, d'après le PLF pour 2021, sans incidence pour les collectivités. Et pourtant des craintes subsistent, pour nous collectivité dite « industrielle », et si la dynamique des bases des impôts de production n'était pas compensée ...

Un fait certain, notre budget 2021 sera de nouveau construit avec un avenir fiscal incertain. En effet, outre les impôts de production, l'Etat envisage de supprimer progressivement les taxes dites à faible rendement soit 7 nouvelles suppressions annoncées à ce jour. En ce qui concerne notre commune, nous espérons que la taxe sur les pylônes électriques, qui représente près de 200 K€, ne soit pas un jour abrogée.

Pour 2021, nous proposons de bâtir notre Rapport d'Orientation Budgétaire sur une progression « optimiste » des impôts locaux soit +332 k€ par rapport au CAA 2020 qui se justifie par une hausse de +0.9% des bases de la Taxe d'habitation, par l'intégration des allocations compensatrices aux bases de la TH et une valorisation de +1% sur les bases de Taxe foncière sur les Propriétés Bâties hors locaux à usage professionnel et commercial.

Prospective 2020 – 2021 des produits de fonctionnement :

| RECETTES réelles de l'Exercice (en €) | CAA 2020 | BP 2020 | BP 2021 | Evolution de BP 2020 à BP 2021 (en %) |
|-------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------------------------|
| TOTAL des recettes réelles de fonct. | 59 011 069 | 58 658 304 | 58 686 623 | +0.05% |
| Produits des services – chapitre 70 | 1 702 480 | 1 986 432 | 1 962 652 | -1.20% |
| Fiscalité propre - compte 73111, 7318 & FNGIR | 18 586 043 | 18 431 617 | 18 917 791 | +2.64% |
| <i>Dont allocations compensatrices dès 2021</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>257 532</i> | <i>-</i> |
| FPIC – compte 7325 | 31 836 230 | 31 836 230 | 31 836 230 | - |
| Fiscalité reversée - AC | 4 375 882 | 4 375 882 | 4 130 434 | -5.61% |
| Fiscalité reversée - DSC | 640 772 | 545 133 | 317 455 | -41.77% |
| Concours financiers de l'Etat - chapitre 74 | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>-</i> |
| <i>Dont DGF</i> | <i>257 532</i> | <i>240 683</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| <i>Dont allocations compensatrices</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| (CAA : Compte Administratif Anticipé) | | | | |

Évolution BP 2020 à BP 2021 des recettes de fonctionnement : +0.05% ou 28 319 €

Cette projection financière confirme pour 2021 une très légère augmentation des recettes de fonctionnement qui résulte de la seule évolution des bases d'imposition.

Cette évolution de nos recettes de fonctionnement est à mettre en relation avec l'évolution de nos dépenses de manière à établir les perspectives d'évolution de nos épargnes et de notre enveloppe d'investissement.

Prospective 2020 - 2021 des charges de fonctionnement :

| DEPENSES réelles de l'Exercice (en €) | CAA 2020 | BP 2020 | BP 2021 | Evolution de BP 2020 à BP 2021 (en %) |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------------------------|
| TOTAL des dépenses réelles de fonct. | 54 303 069 | 55 201 269 | 55 225 980 | +0.04% |
| Charges à caractère général - chapitre 011 | 8 400 187 | 8 932 687 | 9 145 520 | +2.38% |
| Charges de personnel - chapitre 012 | 26 834 100 | 27 034 100 | 27 102 441 | +0.25% |
| FPIC (en déduction de la DSC) - chapitre 014 | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>-</i> |
| FNGIR – chapitre 014 | 2 926 355 | 2 926 355 | 2 926 355 | - |
| Contribution au redressement des finances publiques - chapitre 014 | 1 544 369 | 1 544 369 | 1 544 369 | - |
| Autres charges de gestion courante - chapitre 65 | 10 099 168 | 10 073 808 | 9 945 295 | -1.28% |
| Charges financières - chapitre 66 | 411 524 | 430 000 | 378 000 | -12.09% |
| Charges exceptionnelles - chapitre 67 | 4 081 866 | 4 075 500 | 4 078 500 | +0.07% |
| <i>Dont le versement au Budget Annexe</i> | <i>200 000</i> | <i>275 000</i> | <i>0</i> | <i>-</i> |
| (CAA : Compte Administratif Anticipé) | | | | |

Évolution BP 2020 à BP 2021 des dépenses de fonctionnement : +0.04% ou +24 711 €

Pour la 7^{ème} année consécutive, la commune maintient ses efforts pour maintenir le même niveau de « Services à la population » tout en affichant une baisse de ses dépenses de fonctionnement « hors masse salariale et dépenses imprévues » de -5.71% sur la période 2013-2021.

❖ Perspectives d'évolution du chapitre 011 :

Notre objectif est une stabilisation du chapitre 011 *tout en tenant compte de l'inflation* soit de BP à BP une hausse de +2.10% ou +156 333 € hors fluides.

→ Il est important de rappeler l'effort considérable de la commune sur la gestion de ses dépenses courantes tout en maintenant le même niveau de prestation à la population. En effet, entre 2013 et 2021, le chapitre 011 a diminué de -9.9% ou -1 M€.

❖ Perspectives d'évolution du chapitre 65 :

| Dépenses en € | CAA 2020 | BP 2020 | BP 2021 |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| Subventions et participations | 9 713 998 | 9 713 998 | 9 560 545 |
| Autres charges de gestion courante | 385 170 | 359 810 | 384 750 |
| Total | 10 099 168 | 10 073 808 | 9 945 295 |

De BP à BP, la baisse du chapitre 65 est de 128 k€ ou -1.28%.

→ Entre 2013 et 2021, l'effort constaté sur ce chapitre est de -16.15% ou – 1.9 M€.

❖ Perspectives d'évolution du chapitre 014 :

| Dépenses en € | CAA 2020 | BP 2020 | BP 2021 |
|---------------|------------------|------------------|------------------|
| FNGIR | 2 926 355 | 2 926 355 | 2 926 355 |
| CRFP | 1 544 369 | 1 544 369 | 1 544 369 |
| DIVERS | 500 | 500 | 500 |
| Total | 4 471 224 | 4 471 224 | 4 471 224 |

⇒ FOCUS sur les prélèvements sur la fiscalité :

Sur la période 2013 - 2021, voici l'évolution des prélèvements sur la fiscalité :

| Chap. 014 | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CAA 2020 | BP 2021 | TOTAL |
|--------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| FNGIR | 2 926 355 | 2 926 355 | 2 926 355 | 2 926 355 | 2 926 355 | 2 926 355 | 2 926 355 | 2 926 355 | 2 926 355 | 26.3 M€ |
| CRFP | - | 416 688 | 272 213 | 1 033 029 | 1 544 369 | 1 544 369 | 1 544 369 | 1 544 369 | 1 544 369 | 9.4 M€ |
| FPIC | 333 260 | 506 957 | 687 347 | 995 622 | 1 207 431 | 1 227 353 | 1 240 902 | 1 254 552 | 1 500 000 | 9 M€ |
| TOTAL | 3 259 615 | 3 850 000 | 3 885 915 | 4 955 006 | 5 678 155 | 5 698 077 | 5 711 626 | 5 725 276 | 5 970 724 | 44.7 M€ |

Pour conclure sur la section de fonctionnement, tous nos efforts pour contenir les dépenses de fonctionnement ne peuvent effacer ces prélèvements sur la fiscalité qui représentent, pour 2021, 10.81% des dépenses totales de fonctionnement. Pour autant, ces efforts nous permettent de stabiliser notre épargne brute 2021 au même niveau que 2020.

⇒ Perspectives d'évolution de l'Epargne Brute et l'Epargne nette

| Epargne en € | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CAA 2020 | BP 2021 |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|---------|
| Epargne Brute | 5.5 M€ | 4.6 M€ | 3.7 M€ | 3.3 M€ | 4.3 M€ | 4.3 M€ | 4.2 M€ | 4.3 M€ | 3.5 M€ |
| Epargne Nette | 2.5 M€ | 1.6 M€ | 0.6 M€ | 0.5 M€ | 1.7 M€ | 1.7 M€ | 1.6 M€ | 1.9 M€ | 1 M€ |

Au BP 2020, l'épargne brute était de 3.5 M€ et l'épargne nette à 1M€.

⇒ La section d'investissement

- ❖ Les recettes d'investissement se composent comme suit :

| Recettes d'investissement en € | CAA 2020 | BP 2020 | BP 2021 |
|---------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Autofinancement (hors cessions) | 4 338 437 | 3 457 035 | 3 460 643 |
| FCTVA | 495 288 | 553 288 | 656 308 |
| Emprunt | 2 500 000 | 2 500 000 | 2 500 000 |
| Cessions | 369 563 | 397 945 | 317 990 |
| Subventions | 451 448 | 449 363 | 493 621 |
| Remboursement prêt au personnel | 6 503 | 6505 | 1 570 |
| Dépôt et garantie | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 8 161 239 | 7 364 136 | 7 430 133 |

- Subventions prévues sur la période 2019-2020-2021 pour l'aménagement des chemins de ronde :
 - ✓ Fonds de Concours CUD : 1.050 M€ ;
 - ✓ Subvention du Département : 0.400 M€.
- ❖ Ces recettes d'investissement permettent d'ouvrir des dépenses d'investissement à hauteur de :

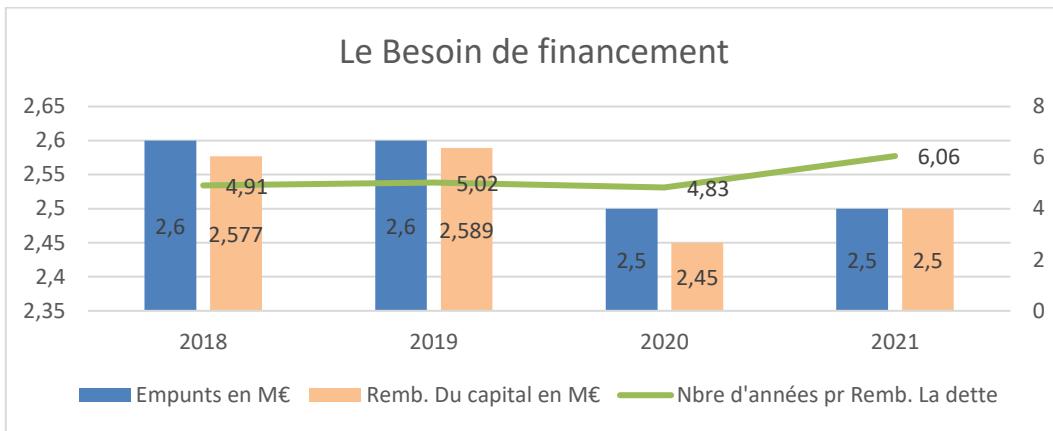
| Dépenses d'investissement en € | CAA 2020 | BP 2020 | BP 2021 |
|-------------------------------------------|---------------------------------|------------------|------------------|
| Dépenses d'équipement – chapitres 20 à 23 | 5 893 000 (dont les reports) | 4 913 136 | 4 929 133 |
| Remboursement du capital | 2 450 000 | 2 450 000 | 2 500 000 |
| Dépôt et garantie | 1 000 | 1 000 | 1 000 |
| TOTAL | 8 344 000 | 7 364 136 | 7 430 133 |

⇒ Perspectives d'évolution de la dette communale

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|
| Encours de la dette au 31/12 | 20 898 365 | 20 966 097 | 20 972 298 |
| Montant emprunté | 2 600 000 | 2 500 000 | 2 500 000 |
| Annuité en capital de la dette | 2 589 337 | 2 450 000 | 2 500 000 |
| Intérêts de la dette | 419 389 | 411 524 | 378 000 |
| Taux d'endettement (encours dette/RRF) | 35.13% | 35.53% | 35.74% |
| Charge de la dette (annuité dette/RRF) | 5.06% | 4.85% | 4.90% |
| Nombre d'années d'Epargne Brute nécessaires au remboursement de la dette | 5.02 | 4.83 | 6.06 |

Pour rappel, sur la période 2000 - 2021, l'encours de la dette devrait diminuer de 26.217 M€ soit un désendettement à hauteur de 55,56%.

| Dette au 31/12/2000 en millions d'euros | Dette du 31/12/2020 en millions d'euros |
|--------------------------------------------|--------------------------------------------|
| 47,189 | 20,972 |



⇒ Le Plan Pluriannuel d'investissement sur période 2019 - 2021 :

Voici en exemple et par thématique, une liste non exhaustive de projets à arbitrer lors du vote du budget :

| THEMATIQUES | CA 2019 | CAA 2020 | 2021 |
|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| BATIMENT | Dont Locaux Delta/AGIR : 951 k€ Jardin de Lecture : 601 k€ Les écoles : 135 k€ Les restaurants scolaires : 21 k€ Club house rugby & colomb. : 118 k€ Sportica : 212 k€ Chaufferies : 143 k€ Chalet d'Entremont : 25 k€ Poudrière Bracq : 21 k€ ... | Dont Locaux Delta/AGIR : 73 k€ Jardin de Lecture : 175 k€ Les écoles : 188 k€ Les restaurants scolaires : 4 k€ Arsenal : 245 k€ Club house char à voile : 70 k€ Centre administratif : 105 k€ Ex-cinéma Merlen : 60 k€ Ferme Daullet : 45 k€ Sportica : 80 k€ Chaufferies : 172 k€ Chalet d'Entremont : 0 k€ Poudrière & blockhaus : 562 k€ Phare : 7 k€ ... | Dont – Les écoles : 174 k€ Les restaurants scolaires : 221 k€ Arsenal : 76.8 k€ Char à voile : 70 k€ Ex-cinéma Merlen : 30 k€ Sportica : 381 k€ Chaufferies : 170 k€ Chalet d'Entremont : 0 k€ Poudrière & blockhaus : 40 k€ Phare : 615 k€ |
| AMENAGEMENT | Dont Chemin de Ronde : 1.286 M€ Etude Zone Cartonnerie : 32 k€ ... | Dont Chemin de Ronde : 1.6 M€ Etude Zone Cartonnerie : 29 k€ ... | Dont Chemin de Ronde : 1.15 M€ Jardins familiaux : 177 k€ ... |
| MATERIEL, MOBILIER, SIGNALETIQUE | Dont Matériel écoles/RAM/restaurants : 30 k€ Matériel pour éqpmts culturels : 105 k€ Matériel festif : 20 k€ Matériel sportif et cavalerie : 93 k€ Matériel informatique/téléphonique/ Serveur/TBI/vidéo protection, ... : 178 k€ Matériel/mobilier de bureau : 61 k€ Matériel de transport : 47 k€ Aire de jeux : 117 k€ Illuminations de noël : 13 k€ ... | Dont Matériel écoles/RAM/restaurants : 37 k€ Matériel pour éqpmts culturels : 85 k€ Matériel festif : 32 k€ Matériel sportif et cavalerie : 144 k€ Matériel informatique/téléphonique/ Serveur/TBI/vidéo protection, ... : 281 k€ Matériel/mobilier de bureau : 56 k€ Matériel de transport : 491 k€ Aire de jeux : 32 k€ Illuminations de noël : 11 k€ ... | Dont Matériel écoles/RAM/restaurants : 50 k€ Matériel pour éqpmts culturels : 70 k€ Matériel festif : 20 k€ Matériel sportif et cavalerie : 125 k€ Matériel informatique/téléphonique/ Serveur/TBI/vidéo protection, ... : 500 k€ Matériel/mobilier de bureau/PM : 50 k€ Matériel de transport : 132 k€ Aire de jeux : 50 k€ Illuminations de noël : 10 k€ ... |
| VOIRIE ET RESEAUX DIVERS | Dont Eclairage Public : 397 k€ Réseau câblé : 171 k€ Aménagement, rénovation parking, chemins, cours d'école ... : 153 k€ ... | Dont Eclairage Public : 287 k€ Réseau câblé : 171 k€ Aménagement, rénovation parking, chemins, cours d'école ... : 95 k€ ... | Dont Eclairage Public : 327 k€ Réseau câblé : 171 k€ Aménagement, rénovation parking, chemins, cours d'école ... : 150 k€ ... |
| TOTAL | 6.2 M € | 5.9 M€ | 4.9 M€ |

C. Les Ressources Humaines

a. Structure des effectifs

Répartition des agents de la Ville de Gravelines au 1^{er} octobre 2020 par catégories hiérarchiques et catégories de rémunération.

| | | Catégorie | | | | | | | | |
|----------------|-----------------------|-----------|------|--------|--------|--------|--------|----------------|--------|--------|
| | | A | | B | | C | | Hors catégorie | TOTAL | |
| | | Nombre | ETP | Nombre | ETP | Nombre | ETP | Nombre | Nombre | ETP |
| Titulaires | IS-IT | 26 | 25,5 | 91 | 89,1 | 412 | 401,3 | | 529 | 515,9 |
| Non titulaires | IC | 1 | 1 | | | | | | 1 | 1 |
| | IA-IR-IX | 1 | 0,9 | 13 | 11,07 | 57 | 53,3 | | 71 | 65,27 |
| Non permanents | Horaires | | | 1 | 0,39 | 15 | 5,09 | | 16 | 5,48 |
| | Vacataires | | | 8 | 0,96 | | | | 8 | 0,96 |
| | Apprentis | | | | | | | 6 | 6 | |
| | Personnel de l'Etat * | | | | | | | 19 | 19 | |
| | | 28 | 27,4 | 113 | 101,52 | 484 | 459,69 | 25 | 650 | 588,61 |

* Rémunération des professeurs des écoles pour la surveillance des cantines et études.

b. Dépenses de personnel

Répartition des dépenses de personnel par catégories de rémunération pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 octobre 2020.

| | Traitements de base | N.B.I.* | Heures Supplémentaires | Régime Indemnitaire + indemnité congés payés | Avantages en nature (nourriture logement) | S.F.T.** | Contributions patronales |
|---------------------------|---------------------|---------|------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------|----------|--------------------------|
| Permanents | | | | | | | |
| Titulaires CNRACL | 9 852 473 | 125 596 | 158 558 | 2 554 889 | 56 482 | 134 319 | 5 281 430 |
| Non titulaires | 1 058 336 | | 15 267 | 197 128 | 2 536 | 13 810 | 582 748 |
| Non permanents | | | | | | | |
| Autres emplois titulaires | 20 395 | | | | | 1 136 | 8 137 |
| Vacataires horaires | 102 793 | | | | 567 | | 90 096 |
| Saisonniers | 236 539 | | | | 103 | | 117 027 |
| Vacataires forfaitaires | | | | | | | |
| Apprentis | 58 621 | | | | | | 1 882 |
| Personnel de l'Etat | 16 966 | | | | 652 | | 958 |

*N.B.I. : Nouvelle Bonification Indiciaire

** S.F.T. : Supplément Familial de Traitement

c. Durée effective du travail

Une année est constituée de 52 semaines auxquelles sont retirées :

- 5 semaines de congés annuels
- 1 semaine de congés d'ancienneté (de 0 à 2 semaines selon l'ancienneté)
- 1,8 semaine de congés exceptionnels
- 1,6 semaine de jours fériés (forfait de 8 jours)

Soit un total de 42,6 semaines travaillées.

Le temps de travail étant fixé à 35 heures hebdomadaires, la durée effective du travail est de 1 491 heures.

La durée du temps de travail doit passer à 1 607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022, un travail est mené à ce sujet.

d. Evolution prévisionnelle des effectifs et dépenses du personnel

La collectivité poursuit son effort de maîtrise de la masse salariale en limitant les recrutements et en redéployant les effectifs via des mobilités internes.

Une quinzaine d'agents (8 dossiers en cours) devrait faire valoir leurs droits à la retraite en 2021.

L'effectif ne devrait pas subir de variation en nombre et en Equivalent Temps Plein (ETP). L'objectif est la pérennisation des emplois actuels avec notamment la stagiairisation d'emplois déjà présents dans l'effectif.

L'orientation budgétaire fixe la progression pour l'exercice 2021 à +1% de la masse salariale du personnel communal par rapport au Compte Administratif Anticipé 2020, estimé à 26 834 100 €.

II. Le Budget Annexe « Chalet d'Entremont »

Préambule

La ville de Gravelines a entendu mettre en place une procédure de délégation de service public pour l'attribution d'une régie intéressée pour la gestion du Chalet d'Entremont en vue de l'accueil, l'hébergement, le transport, la restauration et l'animation des classes de découvertes, et toutes autres activités compatibles avec l'affectation de l'immeuble.

Suite à la procédure de mise en concurrence, c'est l'association ADP NORD qui a été nommée Régisseur Intéressé à compter du 1^{er} janvier 2017 et ce pour une durée de 5 ans.

Par conséquent, et afin de retranscrire les opérations budgétaires du régisseur intéressé, le Conseil Municipal a délibéré en date du 21 décembre 2016 pour la création du budget annexe « Chalet d'Entremont ».

Le régisseur intéressé assure l'exploitation du service qui lui est confié à ses risques et périls, dans le respect de la législation et des réglementations en vigueur et, notamment de celles touchant à la sécurité, aux autorisations d'hébergement d'enfants, d'agrément de tourisme ou de licences d'agents de voyage, et à la protection de l'environnement.

Dès l'entrée en vigueur du contrat et pendant la durée de la délégation, le régisseur intéressé est seul responsable du bon fonctionnement du service. Il s'engage à exploiter et à maintenir en bon état de marche permanent les équipements mis à disposition, ou acquis en cours d'exécution.

Il prend toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble de ses responsabilités.

Les missions assignées au Régisseur Intéressé sont :

- mission principale : l'accueil des classes de découvertes dites classes de neige des écoles gravelinoises, de janvier à avril, hors période de congés scolaires ;
- autres missions : toute activité compatible avec l'affectation de l'immeuble en donnant une priorité d'accès aux structures, groupes, familles... de Gravelines.

A. Les orientations budgétaires pour 2021

a. La section de fonctionnement

⇒ Les recettes de fonctionnement

Prospective 2017-2021 des produits de fonctionnement :

| RECETTES réelles de l'Exercice (en €) | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CAA 2020 | BP 2020 | BP 2021 | Evolution de BP 2020 à BP 2021 (en %) |
|---------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------------------------------------|
| TOTAL des recettes réelles de fonct. | 310 712 | 371 907 | 403 727 | 261 860 | 403 537 | 123 990 | -69.27% |
| Produits des services – chapitre 70 | 70 944 | 66 661 | 102 875 | 51 560 | 117 165 | 113 570 | -3.07% |
| Autres produits de gestion courante – chapitre 75 | 10 000 | 10 090 | 13 580 | 10 300 | 11 372 | 10 420 | -8.37% |
| <i>Dont Redevance versée par le fermier</i> | <i>10 000</i> | <i>10 090</i> | <i>10 249</i> | <i>10 300</i> | <i>10 372</i> | <i>10 420</i> | |
| Subventions exceptionnelles – chapitre 77 | 229 768 | 295 157 | 287 271 | 200 000 | 275 000 | 0 | |
| <i>Dont compte 774</i> | <i>229 768</i> | <i>285 169</i> | <i>281 028</i> | <i>200 000</i> | <i>275 000</i> | <i>0</i> | |

Évolution 2020-2021 des recettes de fonctionnement : -69.27% ou -279 547 €

En raison de la crise sanitaire Covid-19 et suite à une décision de l'Education Nationale, il est malheureusement impossible d'accueillir les enfants en séjour de classe de neige au Chalet d'Entremont en 2021.

Le BP 2021 est donc construit avec pour seules recettes, les « autres séjours » et sans la dotation de compensation des classes de neige au chapitre 77.

↳ Un objectif d'activité 2021 sous réserve d'éventuelles annulations en raison de la situation sanitaire en cours :

| Chapitre 70 (en €) | 2017 | 2018 | CA 2019 | CAA 2020 | BP 2021 |
|-------------------------|--------|--------|---------|----------|---------|
| Classes de neige | 29 175 | 24 022 | 28 745 | 13 672 | 0 |
| Autres séjours | 41 769 | 42 639 | 74 131 | 37 888 | 113 570 |

(CAA : Compte Administratif Anticipé)

↳ La Dotation de compensation des classes de neige :

| Chapitre 77 (en €) | 2017 | 2018 | CA 2019 | CAA 2020 | BP 2021 |
|-----------------------|---------|---------|---------|----------|---------|
| Compte 774 | 229 768 | 285 169 | 281 028 | 200 000 | 0 |

*Dont 252 414
Calculés à la clôture
de l'exercice 2018**

*Dont 32 755
Au titre de l'exercice
2017 clôture*

*Dont 40 176
Dotation complémentaire
liée à la fermeture
du chalet en 2018*

* Il est important de préciser que le calcul de cette dotation de compensation des classes de neige est établi à partir du coût d'un hôte payant de classe de neige additionné au coût hôtelier du chalet d'Entremont, c'est-à-dire de l'ensemble des charges hôtelières sur le nombre d'hôtes payants.

↳ Cette dotation ne peut être calculée qu'à la clôture de l'exercice.

➤ Les départs en classes de neige de 2017 à 2021 :

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|----------------------|------|------|------|--------------------------------------------------------------------|------|
| Nombre d'élèves | 224 | 209 | 210 | 92 sur 208 élèves Annulation des séjours 3 et 4 soit 116 élèves | — |
| Nombre d'enseignants | 9 | 10 | 9 | 4 sur 9 | — |
| Accompagnants | — | 1 | 2 | — | — |

Cette évolution des recettes de fonctionnement pour 2021 est à mettre en relation avec l'évolution des dépenses de manière à établir les perspectives d'évolution de notre épargne brute et de notre enveloppe d'investissement.

⇒ Les dépenses de fonctionnement

Prospective 2017 - 2021 des charges de fonctionnement :

| DEPENSES réelles de l'Exercice (en €) | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CAA 2020 | BP 2020 | BP 2021 | Evolution de BP 2020 à BP 2021 (en %) |
|--------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------------------------------|
| TOTAL des dépenses réelles de fonct. | 362 348 | 353 572 | 383 432 | 271 633 | 401 579 | 120 268 | -70.05% |
| Charges à caractère général - chapitre 011 | 237 817 | 227 508 | 248 796 | 184 311 | 249 395 | 70 842 | -71.59% |
| Charges de personnel - chapitre 012 | 124 531 | 123 219 | 126 334 | 86 607 | 151 184 | 49 426 | -67.31% |
| Autres charges de gestion courante - chapitre 65 | - | 2 845 | 1 021 | 715 | 1 000 | - | -100.00% |
| Charges financières - chapitre 66 | - | - | - | - | - | - | - |
| Charges exceptionnelles - chapitre 67 | - | - | - | - | - | - | - |

Évolution 2020-2021 des dépenses de fonctionnement : -70.05% ou -281 311 €

- ❖ Les charges 2021 comprennent les charges fixes liées à la gestion du chalet d'Entremont et les frais d'organisation des « autres séjours ».

⇒ Évolution de l'épargne Brute de 2017 à 2021 :

| En € | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CAA 2020 | BP 2021 |
|---------------|---------|---------|---------|----------|---------|
| Epargne Brute | -51 637 | 18 336 | 20 294 | -9 773 | 3 722 |

b. La section d'investissement

⇒ Les recettes d'investissement

- ❖ Les recettes d'investissement se composent de deux lignes :
 - Des dotations aux amortissements à hauteur de 3 722 € suite aux acquisitions de matériel depuis 2017 par le délégataire.
 - Le FCTVA à hauteur de 605 € estimés à partir du compte administratif 2019.

Ces recettes 2021 permettent d'ouvrir des dépenses d'équipement à hauteur de 4 327 €.